

DÉLIBÉRATION n° 2020/114

L'an deux mille vingt et le 27 Octobre à 19 heures 15, le Conseil Municipal de LANNEMEZAN, légalement convoqué le 21 Octobre 2020, s'est réuni en session ordinaire dans la salle des mariages, sous la présidence de Monsieur Bernard PLANO, Maire.

Présents : Mesdames et Messieurs Gisèle ROUILLON, Pierre DUMAINE, Carine VIDAL, Robert MONZANI, Jean-Marie DA BENTA, Jean-Claude SUBIAS, Isabelle ORTE, Alain MAILLÉ, Jean-Marc BABOU, Jean-Pierre CABOS, Patrice ABADIE, Frédéric SIBOUT, Sandrine DURAN, Marie-France RUFFAT, Jacqueline ALFONZO, Stéphanie LAGLEIZE, Joël MANO, Philippe LACOSTE et Laurent LAGES.

Procurations : Françoise PIQUE à Isabelle ORTE, Cindy SIBÉ à Jean-Marie DA BENTA, Pascal AUDIC à Robert MONZANI, Nicolas TOURON à Bernard PLANO, Sylvie ORTEGA à Laurent LAGES et Stéphanie NOGUES à Joël MANO.

Absents : Marie-Claude PUYAU-CIBAT, Ingrid ROUZAUD et Maurine FOSSAT.

Secrétaire de séance : Carine VIDAL

OBJET : Gestion des Ressources Humaines - Prime exceptionnelle COVID-19

Monsieur le Maire rapporte à l'assemblée que le décret n° 2020-711 du 12 juin 2020 prévoit dans son article 8 que dans la limite des plafonds fixés aux articles 2 et 3 du présent décret, les modalités d'attribution de la prime exceptionnelle sont définies par l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public concerné pour les agents contractuels de droit public dans :

- Les établissements et les services qui accueillent des personnes âgées ou qui leur apportent à domicile une assistance dans les actes quotidiens de la vie, des prestations de soins ou une aide à l'insertion sociale (6° du I de l'article L.312-1 du CASF) ;
- Les établissements et les services, y compris les foyers d'accueil médicalisé, qui accueillent des personnes handicapées, quel que soit leur degré de handicap ou leur âge, ou des personnes atteintes de pathologies chroniques, qui leur apportent à domicile une assistance dans les actes quotidiens de la vie, des prestations de soins ou une aide à l'insertion sociale ou bien qui leur assurent un accompagnement médico-social en milieu ouvert (7° du I de l'article L.312-1 du CASF) ;
- Les établissements ou services qui assurent l'accueil et l'accompagnement de personnes confrontées à des difficultés spécifiques en vue de favoriser l'adaptation à la vie active et l'aide à l'insertion sociale et professionnelle ou d'assurer des prestations de soins et de suivi médical, dont les centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie, les centres et d'accompagnements à la réduction des risques pour usagers de drogue, les structures dénommées « lits halte soins santé », les structures dénommées « lits d'accueil médicalisés » et les appartements de coordination thérapeutique (9° du I de l'article L.312-1 du CASF).

Les agents affectés au portage de repas au CCAS qui ont exercé ces fonctions entre le 1^{er} mars et le 30 avril 2020 ont bénéficié de cette prime à hauteur de :

- 100 € pour les agents ayant été en contact moins de 3 fois par semaine avec le public
- 300 € pour les agents ayant été en contact plus de 3 fois par semaine avec le public.

Cette prime exceptionnelle est exonérée d'impôt sur le revenu, de cotisations, de contributions sociales et non reductible.

Deux agents de la commune ont aidé leurs collègues dans cette mission durant la période sus-citée.

Aussi, dans un souci d'équité entre les agents,

Envoyé en préfecture 065-216502583-20201113-2020-114-DE Date de télétransmission : 13/11/2020 Date de réception préfecture : 13/11/2020
--

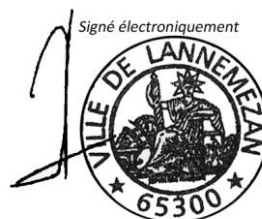
LE CONSEIL MUNICIPAL,

- le Maire entendu, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

☞ d'autoriser Monsieur le Maire à verser cette prime exceptionnelle aux agents concernés.

Le Maire,



Affiché le 13/11/2020